

**Compte rendu du CONSEIL MUNICIPAL**  
**Lundi 10 avril 2017**

Nombre de conseillers : 15  
En exercice : 12  
Votants : 12

Le dix avril deux mil dix-sept, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-François RAVOT, Maire.

Date de la convocation : 6 avril 2017

Présents : Mmes C. Aubry, M-P Girod, C. Mathieu, C. Martin, S. Mazenc-Nehr  
MM. P. Chiggiato, G. Duraffourg, T. Leyvraz, J-F. Ravot, R. Letscher, C. Saïtta

Absent excusé : P. Tissot

Procuration : P. Tissot à R. Letscher

Secrétaire de séance : C. Saïtta

**I - Approbation du compte-rendu de la séance du 20 mars 2017**

**Approuvé à l'unanimité**

**II - Délibérations :**

**1 - DELIBERATION PORTANT INTENTION DE CREATION DE LA ZAC « CENTRE-BOURG »,  
FIXATION DES OBJECTIFS ET DES MODALITES DE CONCERTATION**

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Par délibération en date du 14 novembre 2016, a été institué un périmètre de projet dans le cadre de l'aménagement du centre-bourg, faisant suite aux orientations contenues dans le PLU révisé, visant à garantir le confortement du village comme véritable lieu de vie et d'animation de la Commune.

Il s'agissait ainsi de créer une véritable « centralité », au travers d'un projet d'aménagement d'ampleur, en associant étroitement logements, commerces, services et équipements publics.

Au fil des études menées, et au regard des contraintes de maîtrise foncière et des marges budgétaires disponibles, il est vite apparu que l'aménagement du Centre-Bourg, pour une partie conséquente de ses composantes (logements, halle couverte, Parc, commerces), nécessite de recourir à une procédure de ZAC, permettant ainsi la désignation d'un aménageur à qui serait transférée, outre la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération, le soin d'acquérir le foncier nécessaire, et la gestion des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la future concession.

Dans le cadre de cette procédure, et en application des dispositions combinées des articles L.103-2 et L.103-3 du Code de l'urbanisme, il convient d'engager une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées sur la base des objectifs suivants :

- La maîtrise de l'urbanisation et le développement de la mixité sociale ;
- L'identification des secteurs de densification et de développement commercial du centre-bourg ;
- Le maillage harmonieux des équipements publics sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité d'avec les équipements et services envisagés ;
- La préservation de la qualité architecturale du Centre-bourg ;
- La qualité environnementale du projet ;

Monsieur le Maire rappelle que les modalités de la concertation sont fixées par l'organe délibérant de la Collectivité.

A cet effet, il pourrait être utilement envisagé les modalités suivantes :

- La tenue de deux réunions publiques
- Une information sur l'avance des réflexions dans le Bulletin municipal et sur le site internet de la Commune
- La tenue d'un registre en Mairie où pourront être consignées les observations du public ;

### **Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

- **VALIDE** l'intention de création d'une ZAC « Centre-bourg » ;
- **APPROUVE** les objectifs prévalant au lancement de cette opération, tels que décrits ci-dessus, et les modalités de la concertation proposées ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce ou document se rapportant à la mise en œuvre de la présente délibération ;

**Approuvé à l'unanimité**

### **2- Convention relative à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage pour l'extension - réhabilitation du centre technique municipal et des logements**

Monsieur le maire présente au Conseil Municipal la convention à conclure avec la SEMCODA ayant pour objet d'organiser les modalités de la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'extension – réhabilitation du centre technique municipal et des logements.

Cette convention définit le programme immobilier et l'enveloppe financière, ainsi que les missions confiées à la commune de Chevry, les modalités de financement, les modalités de consultation de la SEMCODA, les modalités de réception des ouvrages.

La commune assumera les responsabilités de maître d'ouvrage jusqu'à la remise complète à la SEMCODA des ouvrages réalisés pour elle et jusqu'à la levée complète des réserves.

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification et prendra fin après la remise des ouvrages à la SEMCODA et à la levée complète des réserves.

**Approuvé à l'unanimité**

### **3- Convention relative à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage pour l'extension - réhabilitation du centre technique municipal et des logements**

Monsieur le maire présente au Conseil Municipal la convention à conclure avec la SEMCODA ayant pour objet d'organiser les modalités de la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'extension – réhabilitation du centre technique municipal et des logements.

Cette convention définit le programme immobilier et l'enveloppe financière, ainsi que les missions confiées à la commune de Chevry, les modalités de financement, les modalités de consultation de la SEMCODA, les modalités de réception des ouvrages.

La commune assumera les responsabilités de maître d'ouvrage jusqu'à la remise complète à la SEMCODA des ouvrages réalisés pour elle et jusqu'à la levée complète des réserves.

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification et prendra fin après le remise des ouvrages à la SEMCODA et à la levée complète des réserves.

**Approuvé à l'unanimité**

### **4- CHEMIN DU MOULIN VERAZ – ECLAIRAGE PUBLIC**

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant projet sommaire concernant l'éclairage public au lieu-dit « chemin du Moulin à Véraz » à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

## Plan de financement

Montant des travaux inscrits au programme T.T.C. (1)	28 000,00 €
Soit montant H.T.	23 333,33 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds H.T. Syndicat	10 984,00 €
Dépense subventionnable résultant des prix plafonds HT Article 5	16 000,00 €
Participation du Syndicat	4 942,80 €
Article 5	11 057,20 €
Fonds de compensation de TVA	4 593,12 €
Dépense prévisionnelle nette restant à la charge de la commune	7 406,88 €
Total :	28 000,00 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'Oeuvre et une marge pour imprévus.	

Approuvé à la majorité, (10 voix Pour et 2 abstentions R. Letscher et C. Aubry)

### 5 – CHEMIN DU MOULIN VERAZ – MISE SOUTERRAIN RESEAU BASSE TENSION

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant projet sommaire concernant la mise en souterrain du réseau basse tension au lieu-dit « chemin du Moulin à Véraz » à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

#### PLAN DE FINANCEMENT A.P.S. (coût) "Aides dégradées" selon les ratios de l'année 2016 (cas 2)

A - Montant des travaux projetés (TTC) : (1)	90 000 €
B - Dépense prise en charge par le <b>SIQA</b> :	17 982 €
C - Récupération de T.V.A.	14 760 €
D - Dépense prévisionnelle restant à la charge du <b>SIQA</b> dans le cadre de la redevance "article 5" du Cahier des Charges Concession du Pays de Gex :	57 258 €
E - Dépense restant à la charge de la Commune : <b>(A inscrire au compte 20415 – Subventions d'Equipements aux Organismes Publics – Groupement de Collectivités)</b>	0 €
(1) = Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la Maîtrise d'œuvre et une marge pour imprévus.	

Approuvé à la majorité, (10 voix Pour et 2 abstentions – R. Letscher et C. Aubry)

### 6 – CHEMIN DU MOULIN VERAZ – MISE SOUTERRAIN RESEAU TELECOMMUNICATION

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant projet sommaire concernant la mise en souterrain du réseau télécommunication au lieu-dit « chemin du Moulin à Véraz » à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

**PLAN DE FINANCEMENT A.P.S.**  
**"Aides dégradées" selon les ratios de l'année 2016**  
**(cas 2)**

A - Montant des travaux restant à la charge de la Collectivité (TTC) :	30 000 €
B - Subvention du SICA	6 000 €
C - Participation de la Commune (80% du TTC) :	24 000 €

**Approuvé à la majorité, (10 voix Pour et 2 abstentions R. Letscher et C. Aubry)**

**7 – Futur giratoire entrée sud RD 984 – Eclairage public.**

**Reporté à une date ultérieure**

**8- Décision budgétaire modificative n°1**

Monsieur le conseiller municipal avec délégation spéciale aux finances informe le Conseil Municipal, que diverses évolutions des besoins budgétaires rendent nécessaire de modifier les ouvertures de crédits budgétaires en dépense et en recette comme détaillé dans le tableau annexe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11 et L.2312-1 ;

Vu ses délibération budgétaires antérieures pour l'exercice 2017 ;

Considérant que la réalisation de certaines opérations induit des réajustements en section de fonctionnement ;

Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter une décision modificative n° 1 pour l'exercice 2017 ;

**Approuvé à l'unanimité**

**9- VOTE DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES – ANNEE 2017**

Monsieur le conseiller municipal en charge des finances propose à l'Assemblée le maintien des taux d'imposition des taxes directes locales :

<b>Taxes</b>	<b>Taux 2016</b>	<b>Taux 2017</b>
Habitation	16.03 %	16.03 %
Foncier bâti	10.72 %	10.72 %
Foncier non bâti	52.10 %	52.10 %
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	19.17 %	Fiscalité Professionnelle Unique

Ces taux d'imposition seront appliqués sur l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2017. Il est à noter que, suite à la mise en place de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) par la Communauté de Communes du Pays de Gex (CCPG), la commune ne vote que 3 taxes.

**Approuvé à la majorité, (11 voix Pour et 1 abstention C. Aubry)**

## 10- Garantie d'emprunt : SEMCODA - Rue Saint-Maurice

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Article 1 : L'assemblée délibérante de la Commune de CHEVRY accorde sa garantie à hauteur de 50%, soit pour un montant de **74 650 €** pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de **149 300 €** souscrit par l'Emprunteur, la SEMCODA, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce Prêt constitué de 2 Lignes du Prêt est destiné à financer l'acquisition en l'état futur d'achèvement de **1 logement PLUS** situé à **CHEVRY – Rue Saint-Maurice**.

Article 2 : Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

### Ligne du Prêt 1

<b>Ligne du Prêt: Montant:</b>	<b>PLUS Travaux 90 000 €</b>
<b>Durée totale : -Durée de la phase d'amortissement :</b>	<b>40 ans</b>
<b>Périodicité des échéances :</b>	<b>Annuelle</b>
<b>Index :</b>	<b>Livret A</b>
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel :</b>	<b>Taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + <b>0,60 %</b> <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %.</i>
<b>Profil d'amortissement :</b>	<b>Amortissement déduit avec intérêts différés</b> : <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i>
<b>Modalité de révision :</b>	<i>Double révisabilité limitée (DL)</i>
<b>Taux de progressivité des échéances :</b>	▪ Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.</i>

### Ligne du Prêt 2

<b>Ligne du Prêt: Montant:</b>	<b>PLUS Foncier 59 300 €</b>
<b>Durée totale : -Durée de la phase d'amortissement :</b>	<b>47 ans</b>
<b>Périodicité des échéances :</b>	<b>Annuelle</b>
<b>Index :</b>	<b>Livret A</b>
<b>Taux d'intérêt actuariel annuel :</b>	<b>Taux du Livret A</b> en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + <b>0,60 %</b> <i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%.</i>

<b>Profil d'amortissement :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Amortissement déduit avec intérêts différés :</b> <i>Si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i></li> </ul>
<b>Modalité de révision :</b>	<i>Double révisabilité limitée (DL)</i>
<b>Taux de progressivité des échéances :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Si DL : de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.</i></li> </ul>

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :** Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

**Article 5 :** Le Conseil autorise le Maire à intervenir au Contrat de Prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur, la SEMCODA.

**Approuvé à l'unanimité**

**11- Création d'emplois contractuels pour Job d'été 2017**

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il y aurait lieu de créer quatre emplois d'adjoint technique durant la période estivale pour travaux saisonniers (nettoyage complet de l'école/périscolaire – divers travaux aux services techniques).

Les emplois seront répartis comme suit :

- Deux emplois à durée déterminée 35h hebdomadaires du 10 au 28 juillet 2017
- Deux emplois à durée déterminée 35h hebdomadaires du 31 juillet au 25 août 2017

**Approuvé à l'unanimité**

**12- Accompagnement des collectivités SIEA-ALEC01**

Madame le Maire-Adjoint en charge des travaux présente à l'assemblée une convention de partenariat entre le Syndicat Intercommunal d'Energie et d'E-communication de l'Ain, une coordination technique est prévue entre ces deux structures afin d'accompagner les communes pour les travaux de rénovation ou de construction de bâtiments ainsi que pour la réalisation d'actions concrètes de maîtrise de consommation sur le patrimoine communal.

Cette convention concerne l'accompagnement pour l'étude de projet d'aménagement, de rénovation ou de changement de système de chauffage dans le bâtiment scolaire Françoise Dolto situé rue St Maurice.

**Approuvé à l'unanimité**

**13- PRINCIPE D'ACQUISITION DE LA PARCELLE B 162 de 2400 m<sup>2</sup> APPARTENANT A MONSIEUR BERTRAND GIROD DE L'AIN**

Monsieur le Maire évoque à l'assemblée les problèmes rencontrés sur la parcelle B 162 de 2400 m<sup>2</sup>, appartenant à Monsieur Bertrand GIROD DE L'AIN située à Chevry-Dessous.

En effet, les récentes vagues de vent qui ont traversées CHEVRY, ont mis en évidence des soucis de sécurité liés principalement à la qualité des arbres plantés sur cette parcelle. Beaucoup d'entre eux risquent de s'effondrer au prochain coup de vent, ce qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses.

Il rappelle que ces arbres se situent à proximité de la cantine scolaire et du passage des enfants pour se rendre de l'école F.Dolto à la cantine.

Après rencontre avec Madame GIROD DE L'AIN, cette dernière a évoqué la possibilité de céder la parcelle B 162 à la commune de CHEVRY à l'euro symbolique.

Dès lors, la commune de CHEVRY procèderait à la sécurisation du site.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter le principe de l'acquisition de la parcelle B 162 à l'euro symbolique, dans le cas où les négociations en cours viendraient à aboutir.

**Approuvé à l'unanimité**

### **III - Divers / Informations :**

JF RAVOT :

- prochain CM le 15/5 à 20H précédé d'une réunion de la CCPG à 19h pour présenter le PLUI
- Pendant la période des travaux de la Poste, l'agence postale sera transférée à l'ancienne Mairie. Elle sera fermée du 31/7 au 5/8 pour le déménagement ; renvoi vers la poste de Saint-Genis

-MP GIROD :

- commission Travaux : le 3 mai 2017

C. SAITTA :

- une demande a été faite à la banque pour réaménager l'emprunt de 1.1 M de 2011 avec un taux de 4.51%

P. CHIGGIATO :

- Prévoir une réunion COPIL fin avril pour connaître les prochaines étapes et affiner avec Plage arrière la planification pour le Centre Bourg

C. AUBRY :

- Ecole Dolto : il y a eu 3 incidents en 3 semaines sur le parking. Une lettre sera envoyée aux parents concernant la circulation et la sécurité pour les enfants.

R. LETSCHER :

- nettoyage de printemps a eu lieu samedi 7/4. Participation 40 personnes environ

La séance est levée à 21h35